



SciencesPo
Rennes

Chaire
Territoires et mutations
de l'action publique

2020

5^e édition **ÉCOLE D'ÉTÉ**
INTERNATIONALE

Démocratie locale, décentralisation et
gouvernance multiniveaux

7 au 9 octobre 2020

Vannes

Conseil départemental
du Morbihan

Chaire adossée au laboratoire



Thème de l'édition 2020

**Confiance &
territoires**

En partenariat avec le
Conseil départemental du Morbihan

Partenaires scientifiques



IPSA  **AISP**





Les partenaires de la chaire



À propos de la **chaire**



“ Créée en 2015 par Sciences Po Rennes, la chaire TMAP est pilotée par Romain Pasquier, directeur de recherche CNRS et directeur de la recherche à Sciences Po Rennes. Elle a pour ambition d'être un espace d'échanges, de formation et de recherche, où les regards entre acteurs académiques et acteurs de la gouvernance territoriale se croisent et s'enrichissent.

Ses principaux thèmes de travail pour la période 2018/2021 :

- ▶ différenciations territoriales et expérimentations institutionnelles ;
- ▶ accompagnement des transitions et résilience territoriale ;
- ▶ gouvernances des solidarités humaines et territoriales.



Présentation

► L'école d'été

L'école d'été internationale de la chaire « Territoires et Mutations de l'Action Publique – TMAP » de Sciences Po Rennes revient pour une quatrième édition.

Durant trois journées, elle propose, à de jeunes chercheurs, à des praticiens et à des élus locaux, une formation intensive, interactive et de haut niveau sur les enjeux de démocratie locale, de décentralisation et de gouvernance territoriale. Organisée par Sciences Po Rennes, en collaboration avec le laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051) et avec le soutien de l'Institut de la gouvernance territoriale de Paris, de l'Association internationale de science politique (AISP) et de l'Association française de science politique (AFSP), cette formation offre une occasion unique de rencontrer conjointement des chercheurs, des décideurs politiques et praticiens de la gouvernance publique multiniveaux dans un contexte qui favorise l'échange et la réflexion.

► Le thème de l'édition 2020 : **Confiance et territoires**

Comme lors des éditions précédentes, l'école d'été 2020 ouvrira un espace unique de rencontre, d'échange et de formation entre chercheurs doctorants et postdoctorants, fonctionnaires territoriaux, élus locaux, agents d'urbanisme et autres praticiens intéressés par les défis et dynamiques du gouvernement des territoires en transition, en milieu urbain comme en milieu rural, dans les pays du Nord comme dans ceux du Sud.





Contexte et objectif

Au cours des dernières années, le terme « confiance » s'est progressivement imposé dans le lexique des politiques publiques françaises. A partir des années 2000, il prend place dans quelques intitulés de lois, comme celle relative à « la confiance dans l'économie numérique » de juin 2004, la « loi pour un Etat au service d'une société de confiance » d'août 2018 ou la « loi pour une école de la confiance » de juillet 2019. Sa diffusion dans la production législative témoigne de son caractère trans-sectoriel : la confiance est susceptible de concerner les affaires économiques (comme lorsqu'il s'agit de restaurer la « confiance des ménages » ou des « investisseurs), sociales, fiscales, sanitaires (concernant les vaccins, par exemple), éducatives, électorales, etc. Elle témoigne ensuite de son importance : auparavant impensé des politiques publiques et de la compréhension des processus sociaux, la confiance semble être aujourd'hui considérée comme une condition générale de la vie sociale, le fond moral sur lequel se déploie l'activité institutionnelle (Luhmann, 2006 ; Sztompka, 2000).

Cette respectabilité institutionnelle et scientifique récente est significative. L'invocation rituelle de la « confiance » signale, en creux, la croyance en l'existence d'un mal fondamental dont souffriraient les institutions et les services publics : c'est par les thèmes de la crise de la confiance politique (Cheurfa & Chanvrlil, 2019) et à la faveur du développement de formes de méfiance voir de défiance institutionnelle se déployant à différent niveau d'échelle (entre l'administration et ses administrés, entre l'Etat et les collectivités territoriales, entre les citoyens et leurs représentants et, in fine, des individus envers toutes les formes d'institution (Dubet, 2002) que la confiance devient tout à la fois un objectif et une condition des politiques publiques. La reconnaissance tardive de son rôle social et politique par les sciences sociales est elle-même un signe de cette propriété paradoxale de la confiance : elle révèle sa nécessité quand elle vient à faire défaut.

Dès lors, plusieurs faisceaux de questions s'imposent. Le premier concerne le diagnostic et les causes de la crise. Comment les sciences sociales établissent-elles le diagnostic de crise de confiance ? Sous quelle forme se présente cette crise ? Observe-t-on des processus contrastés au sein de cette crise générale ? En d'autres termes, touche-t-elle de façon différenciée des secteurs ou des niveaux d'échelles d'intervention des pouvoirs publics ? Mais aussi : quels sont ses facteurs ? De quelle modification du rapport entre les administrés et l'administration témoigne cette « crise de confiance » ?

Le deuxième ensemble de questions concerne les usages politiques de la crise de confiance. Comment les politiques publiques composent-elles avec le déclin de la confiance des individus ? Comment les acteurs adaptent-ils leurs modes d'intervention à cette nouvelle donne ? Comment cette défiance affecte-t-elle des processus politiques de mutation institutionnelle comme la décentralisation (Cole & Pasquier 2017) ? Enfin, si tant est que cet objectif soit désirable, quels leviers pourrait-on actionner pour la résoudre ?

La question de la confiance agit comme un révélateur d'un état historique des relations entre l'État, ses territoires et ses administrés. De façon significative, les tentatives de réponses à la « crise de confiance » font généralement la part belle à l'encouragement de l'autonomie et des initiatives locales. C'est le cas notamment des projets de lois « Engagement et proximité » ou « Décentralisation et différenciation »

tout comme l'assouplissement, par le gouvernement, de la généralisation de la limitation de la vitesse à 80km sur les routes secondaires pour laisser décider les départements et les communes, ou encore, la loi d'expérimentation territoriale de février 2016 visant à résorber le chômage de longue durée, sont tout aussi commentés comme de nature à (re)construire la « confiance », notamment de l'État envers les territoires et les élu.e.s.

Dans ce contexte, la chaire TMAP propose de questionner ce qui se joue dans cette apparition de la confiance comme enjeu d'action publique, tant dans ses composantes centralisées et que dans ses composantes territoriales. En invitant des spécialistes de ces questions, à l'occasion de l'édition 2020 de son école d'été internationale, la chaire TMAP met à l'agenda une question centrale pour les dynamiques institutionnelles contemporaines. Le regard pluridisciplinaire proposé lors de cette école d'été sera orienté, comme dans les précédentes éditions, par le souci de croiser les perspectives entre élus, praticiens et jeunes chercheurs. Les doctorant.e.s et postdoctorant.e.s, les élu.e.s et les cadres confrontés, dans le cadre scientifique ou professionnelle, à la problématique de la confiance dans les politiques et dynamiques territoriales auront l'opportunité de croiser et d'enrichir sur leurs regards à travers des ateliers de petits groupes qui alterneront avec les conférences plénières.





Bibliographie

- Cheurfa M. et Chanvrlil F., 2019, « 2009-2019 : La crise de la confiance politique », Sciences Po CEVIPOF, Janvier 2019
- Cole A., Pasquier R., 2017, « Réforme régionale et gouvernance multi-niveaux : la défiance des Français », Revue Pouvoirs Locaux n°109 : 1, pp. 3-7
- Dubet F., 2002. Le déclin de l'institution. Editions du Seuil, Paris.
- Luhmann N., 2006. La confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale. Economica, Paris.
- Sztompka P., 2000. Trust. A Sociological Theory. Cambridge University Press, Cambridge.



Programme du 7 octobre



Démocratie locale et confiance

► Café de bienvenue	8h30
► Introduction à l'école d'été	9h00
Discours de bienvenue par Olivier Gicquel , directeur de cabinet du président du conseil départemental du Morbihan	
Exposé introductif et présentation du programme par Romain Pasquier , directeur de recherche au CNRS, titulaire de la chaire TMAP de Sciences-Po Rennes et Patrice Diatta , chargé de recherche et de développement de la Chaire TMAP de Sciences Po Rennes.	
► Conférence plénière - Confiance dans la démocratie locale	9h30
Par Martial Foucault , professeur des universités et directeur du CEVIPOF (Sciences Po Paris / CNRS)	
► Pause déjeuner	12h30
► Session 1 - Ateliers de regards croisés chercheurs / praticiens / élus	14h00
<i>Les travaux des chercheurs (doctorants et postdoctorants) sont discutés par les élus et les praticiens.</i>	
Responsables : Thibault Tellier , historien, professeur des universités IEP de Rennes, responsable du parcours Gouverner les Mutations Territoriales du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes & Benoit Giry , maître de conférences en sociologie, co-responsable du parcours Analyse des Problèmes Publics du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes.	
► Table-ronde - Appel à projets, contrat ou guichet comme marqueurs de la confiance entre les territoires	17h00
Organisée par le Conseil départemental du Morbihan	
Interventions	
• Laurent Courtet , directeur général du pôle dynamiques territoriales au conseil départemental d'Ille et Vilaine	
• Yves Cleac'H , directeur général adjoint Proximité et attractivité des territoires au conseil départemental du Finistère	
• Anne Morvan-Paris , directrice générale des services du conseil départemental du Morbihan	
Animation	
• Thibault Tellier , professeur d'histoire contemporaine à l'IEP de Rennes	
► Pause / Quartier libre	18h30
► Présentation dédicace livre	
Le gouvernement des solidarités. Enjeux socio-politiques et territoires d'action (Paris, Ed. Berger-Levrault, 2020).	20h00
Ouvrage réalisé sous la direction de Thomas Aguilera et Marc Rouzeau	
► Dîner offert par le Conseil départemental du Morbihan	20h15



Résumé de la conférence

Confiance dans la démocratie locale

par **Martial Foucault**

La conférence propose d'ouvrir une discussion et d'apporter des réponses à un double paradoxe résilient de la société française ces dix dernières années. D'une part, nombreuses sont les enquêtes d'opinion publique à souligner les citoyens n'auraient plus confiance dans leurs représentants nationaux, voire les détesteraient, alors qu'ils redécouvrent les mérites de leurs élus locaux, en particulier leurs maires. D'autre part, les édiles manifestent de plus en plus ouvertement leurs insatisfactions dans l'exercice de leur fonction, incriminant pour les uns une relation compliquée avec l'État et pour les autres, une montée de l'individualisme et du consumérisme dans les comportements municipaux.

Pour appréhender ce paradoxe, il convient de revenir sur la notion de confiance et d'en traduire les ressorts politiques voire psychologiques. La confiance des uns produit-elle la défiance des autres ? Le rapport des citoyens à leur environnement local est-il la pierre philosophale à un ré-enchantement de la démocratie (locale) ? L'autonomie renforcée des édiles correspond-elle à une aspiration profonde des Français à un cycle de décentralisation et non de déconcentration ?

A l'appui de deux enquêtes conduites en 2018 et 2019 auprès des maires de France et auprès d'un échantillon représentatif de Français sur la représentation qu'ils se font du rôle des maires, Martial Foucault défend la thèse que les transformations économiques des quinze dernières années entament désormais la qualité de la démocratie municipale. En proposant une brève histoire du déménagement du territoire, il revient sur la situation singulière des maires qu'il considère ressembler aux compressions du sculpteur César : ils se sentent pris en tenaille entre un État central omniprésent, de nouvelles intercommunalités omnipotentes et des citoyens de plus exigeants et parfois consommateurs.

Ceux qui furent les premiers de cordée de leurs territoires en sont-ils devenus les premiers de corvée, au risque d'une implosion du lien démocratique local ?

Portrait



Martial Foucault

Professeur des universités à Sciences Po Paris et, depuis 2014, directeur du CEVIPOF (centre de recherche CNRS).

“ Avant de rejoindre Sciences Po en 2013, il a exercé les fonctions de professeur de science politique à l'Université de Montréal et dirigeait le centre d'excellence sur l'Union européenne (Université de Montréal/McGill University). Après un doctorat de sciences économiques à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en 2004, il a poursuivi ses recherches comme post-doctorant à l'Institut Universitaire Européen de Florence (Italy). Ses travaux de recherche portent sur les comportements politiques, l'opinion publique et les politiques locales. Il est à l'origine de l'enquête annuelle sur les maires de France depuis 2018 ayant donné lieu à la publication de l'ouvrage *Maires au bord de la crise de nerfs*, Editions de l'Aube, 2020.

► Principales publications

Foucault M. 2020. *Maires au bord de la crise de nerfs*, Editions de l'Aube.

Algan Y., Beasley E., Cohen D. et M. Foucault. 2019. *Les origines du populisme*, Paris: Seuil, Coll. République des Idées.

Marcus G.E., P. Vasilopoulos, M. Foucault and N. Valentino. 2019. "Fear, Anger and Voting for the Far-right: Evidence from the November 13, 2015 Paris Terror Attacks." *Political Psychology*, 40(4): 679-704.

Foucault M., E. Caldeira and G. Rota-Graziosi. 2016. "Does decentralization facilitate access to poverty-related services? Evidence from Benin." in S. Edwards, S. Johnson, and D. N. Weil (eds.), *Government and Institutions*, Chicago: Chicago University Press, pp. 57-102.

Portraits



Laurent Courtet

Directeur général du pôle dynamiques territoriales au conseil départemental d'Ille et Vilaine

Ingénieur de formation (ESTP), il rejoint la fonction publique territoriale en 1993 et occupe d'abord des fonctions techniques (services techniques/maîtrise d'ouvrage) en commune, intercommunalité et département. Il rejoint le département d'Ille et Vilaine en 2006 et dirige depuis 2011 le pôle « dynamiques territoriales » en charge des politiques publiques de d'aménagement du territoire et d'environnement.



Yves Cleac'H

Directeur général adjoint Proximité et attractivité des territoires au conseil départemental du Finistère

Il est administrateur territorial hors classe, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes et d'un DESS à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Actuellement directeur général adjoint en charge de la proximité et de l'attractivité territoriales au Conseil départemental du Finistère, il a occupé depuis 1997, différentes fonctions de chef de projet et de direction dans différentes grandes collectivités : Communauté Urbaine de Strasbourg, Conseil général de Loire-Atlantique; Région Pays de la Loire".



Anne Morvan-Paris

Directrice générale des services du conseil départemental du Morbihan

Diplômée de l'INET en 2012, après un parcours d'une quinzaine d'année en tant qu'attaché territorial dans divers postes principalement en commune, elle rejoint le conseil départemental du Morbihan pour un poste de Directrice Famille et Action sociale, puis de DGA Solidarités. Elle est DGS du département depuis janvier 2018.



Thibault Tellier

Professeur des universités à Sciences Po Rennes

Il a soutenu une thèse d'habilitation à diriger des recherches en histoire consacrée à « L'invention d'une politique publique : la politique de la ville. 1968-1981 ». Ses recherches portent sur l'histoire des politiques urbaines au XX^e s. ainsi que sur l'histoire politique des territoires. Parmi ses publications récentes, il a contribué au Dictionnaire des politiques territoriales (les Presses de Science Po-2020) ainsi qu'à l'ouvrage collectif Le gouvernement des solidarités. Enjeux socio-politiques et territoires d'action (Berger-Levrault, 2020). Il est également adjoint au maire de la ville de Roncq dans la métropole lilloise.



Programme du 8 octobre



Décentralisation et confiance

▶ Café	8h45
▶ Conférence plénière - Des réformes de la démocratie aux aspirations des citoyens sur leur système politique	9h00
Par Camille Bedock , chargée de recherche CNRS au Centre Émile Durkheim (Sciences Po Bordeaux)	
▶ Pause déjeuner	12h00
▶ Session 2 - Ateliers de regards croisés chercheurs / praticiens / élus	13h30
<i>Les politiques ou projets des élus et des praticiens sont questionnés par les chercheurs (doctorants et postdoctorants)</i>	
Responsables : Thibault Tellier , historien, professeur des universités IEP de Rennes, responsable du parcours Gouverner les Mutations Territoriales du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes & Benoit Giry , maître de conférences en sociologie, co-responsable du parcours Analyse des Problèmes Publics du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes.	
▶ Restitution des ateliers par les étudiants du master GMT de l'IEP Rennes	16h00
▶ Excursion suivie du dîner de gala de l'école d'été	18h30



Résumé de la conférence

Des réformes de la démocratie aux aspirations des citoyens sur leur système politique

par **Camille Bedock**

Pourquoi et comment les décideurs politiques décident-ils de réformer la démocratie ? Quelles sont les attentes des principaux acteurs de la démocratie – les élus et les citoyens – sur leur système politique ? Ce sont ces deux questions qui structureront notre présentation, qui sera centrée sur le cas de l'Europe de l'Ouest et sur celui de la France en particulier.

Longtemps, la recherche en science politique a manqué d'études sur le changement des institutions démocratiques, se concentrant plutôt sur l'étude du statu quo et de la stabilité. La question des réformes de la démocratie a fait son irruption de manière de plus en plus prégnante dans les années 1990, dans un contexte de « crise » de la démocratie représentative. Nous avons désormais une meilleure compréhension des déterminants et des processus de réformes de la démocratie, qui sont essentiellement pensées par les décideurs politiques comme des « réponses » à la « crise ».

Nous savons moins de choses sur la manière dont les citoyens et les élus perçoivent effectivement ces réformes et sur leurs aspirations variées et souvent contradictoires sur le système démocratique. Ce nouvel agenda de recherche en plein développement montre à la fois une certaine permanence de l'aspiration à la représentation chez la plupart des citoyens mais aussi des aspirations visant à la réinventer, par le biais par exemple de référendums révocatoires, de mécanismes participatifs, ou encore d'une représentation plus fidèle de la population. Ces aspirations contradictoires – et souvent très éloignées de celles des élus – sont à relier à des caractéristiques sociales et politiques qui empêchent, plus que jamais, de croire à l'existence d'une aspiration unique de l'ensemble des citoyens sur leurs institutions.

À partir d'exemples empiriques en Europe de l'Ouest, dans le mouvement des Gilets Jaunes, chez les citoyens « ordinaires » ou les députés belges, et par le biais d'une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives, cette présentation se propose de dresser un état des lieux sur ces deux agendas de recherche.

Longtemps, manque d'études sur le changement des institutions démocratiques

- Théories qui visent surtout à comprendre le statu quo et la stabilité
- Émergence de la question des réformes de la démocratie par le biais des réformes électorales des années 1990 (NZ, Italie, Japon)

Aujourd'hui, meilleure compréhension des déterminants et des processus de réformes de la démocratie

- Études de cas, puis études comparatives
- Élargissement des réformes considérées

Nouvel agenda de recherche à défricher : qu'en pensent les citoyens ? Leurs aspirations variées sont-elles compatibles ou contradictoires ?

Intérêt des méthodes mixtes et de la comparaison

Portrait



Camille Bedock

Chargée de recherches CNRS au Centre Émile Durkheim à Sciences Po Bordeaux depuis septembre 2018.

“ Elle a auparavant effectué un postdoctorat FNRS à l'Université Libre de Bruxelles entre 2016 et 2018 et réalisé sa thèse à l'Institut Universitaire Européen de Florence (2010-2014). Ses recherches portent sur les réformes de la démocratie et sur les conceptions des citoyens et des élus de leur système politique. Elle privilégie les recherches comparatives et les méthodes mixtes dans ses analyses, avec un intérêt particulier pour la France, la Belgique, l'Italie et l'Irlande. Elle a écrit un ouvrage tiré de sa thèse intitulé *Reforming Democracy: Institutional Engineering in Western Europe* et publié chez Oxford University Press en 2017. Elle a publié dans diverses revues de science politique comme la *Revue française de science politique*, *Government & Opposition*, la *European Political Science Review* ou *Representation*.

► Publications récentes

- Bedock, Camille (2017). *Reforming Democracy: Institutional Engineering in Western Europe*. Oxford: Oxford University Press.
- Bedock, Camille, PILET, Jean-Benoît (2020). “Who supports citizens selected by lot to be the main policy-makers : a study of French citizens”, *Government and Opposition*, online first, <https://doi.org/10.1017/gov.2020.1>
- Collectif d'enquête sur les gilets jaunes (2019). « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation en cours : une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, 69 (5-6), 869-892.
- Bedock, Camille (2016). “Short-term matters: A Study of the Determinants of Reforms of the Core Democratic Rules in Western Europe, 1990-2010”. *European Political Science Review*, 8 (1), pp. 73-93.

Notes

[illegible]



Programme du 9 octobre



Gouvernance multiniveaux et confiance

► Café	8h45
► Conférence plénière - Démensure urbaine, modes de vie métropolitains et crises écologiques : on est tou.te.s des pangolins !	9h00
Conférence de Guillaume Faburel , professeur à Lumière Lyon 2, enseignant à l'Institut d'Études Politiques de Lyon et membre de l'unité mixte de recherche Triangle (UMR5206)	
► Pause déjeuner	12h00
► Table-ronde Les « leçons » de la décentralisation : enseignements et perspectives post-Covid	14h00
En partenariat avec le Conseil départemental du Morbihan Intervenants : • Frédérique Bonnard-Le Floc'h, conseillère départementale du Finistère et vice-présidente de Brest Métropole ; • Daniel Cueff, maire honoraire de Langouët ; • François Goulard, président du Conseil départemental du Morbihan ; • Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS. Animation : Marc Rouzeau, professeur associé à Sciences Po Rennes, animateur scientifique de la chaire, directeur scientifique à ASKORIA et membre de l'UMR 6051 Arènes.	
► Conclusion de l'école d'été	16h30
► Cocktail de clôture de l'école d'été	17h00



Résumé de la conférence

Démésure urbaine, modes de vie métropolitains et crises écologiques : on est tou.te.s des pangolins !

par **Guillaume Faburel**

Le développement et la diffusion de l'épidémie l'ont révélé de manière exceptionnelle : les espaces très densément peuplés, fortement inter-reliés, ont été foyers premiers de la pandémie. En ce sens, la crise sanitaire est une manifestation singulière des effets écologiques du productivisme urbain. Et, dans ce registre, plus peut-être que les seules concentrations, les modes de vie métropolitains sont une cause première, par l'accélération des vies, par l'artificialisation des existences, et ce faisant par l'arrachement de la nature.

Or, toutes les enquêtes décrivent dorénavant le désir social grandissant pour la décélération voire la décroissance, et surtout nombre d'alternatives écologiques en montrent déjà l'existence. En fait, seules les petites unités de vie et des agglomérations à taille humaine permettraient de faire « résilience » (alimentaire, énergétique, résidentielle...) et ce par la reconsidération de la limite, donc des besoins, et par la relocalisation de certaines productions, donc du respect du vivant.

Quelle serait alors la taille et la forme des institutions humaines pour prétendre à cette tempérance ? En quoi les subjectivités politiques en jeu dans ces « communs » - habiter autrement la terre, coopérer par les savoir-faire et autogérer de manière solidaire - aident-elles à redéfinir des cadres démocratiques ? Comment penser une organisation territoriale autonomisante polycentrique (et non multipolaire) dans le schéma concentrique hérité ?

Portrait



Guillaume Faburel

Professeur à Lumière Lyon 2, enseignant à l'Institut d'Études Politiques de Lyon et membre de l'unité mixte de recherche Triangle (UMR 5206).

“ Ses travaux portent sur les bio-pouvoirs urbains et les communs périphériques, ainsi que sur les formes d'activismes et d'alternatives socio-écologiques à la métropolisation. Il est responsable de l'Axe d'Études urbaines du Pôle Action publique de l'UMR Triangle (CNRS, Ecole Normale Supérieure de Lyon, Université Lyon 2, Université de Saint-Etienne, Sciences Po Lyon), coordonne pour l'Université de Lyon un programme de recherche – action Périphéries pirates (Pépites) : les nouveaux activismes de la critique socio-écologique, et coordonne les Etats généraux de la société écologique du Post-urbain, qui se tiendront en mai 2021.

► Principales publications

- Pour en finir avec les grandes villes. Manifeste pour une société écologique post-urbaine, Editions du Passager clandestin, 2020, 176 p.
- Faburel G. (coord.), Lévêque F., Berthelot K., Girault M., Ferreira L. et Nicolas C., 2019, Vivre les « fournaises urbaines ». Enquête sur les vécus climatiques et les engagements écologiques dans les villes du sud de la France durant l'été 2019, Rapport de l'UMR Triangle pour Notre Affaire à Tous, 62 p.
- Métropoles barbares. Démondialiser la ville, désurbaniser la terre, Editions du Passager clandestin, Coll. Essai 2018 (rééd. Poche 2019), Prix de la Fondation de l'Ecologie Politique

Portrait



Frédérique Bonnard-Le Floch

Élue socialiste du Finistère depuis 2001, actuellement vice-présidente de Brest Métropole en charge des politiques européennes et contractuelles et conseillère départementale en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et des affaires européennes

Entrepreneure de formation (Brest Business School puis HEC Executive Education), elle développe une vision à 360° des politiques publiques et milite pour une intelligence territoriale à toutes les échelles. C'est une spécialiste des stratégies (dernièrement stratégie métropolitaine européenne de territoire de Brest Métropole, stratégie européenne de territoire du Finistère, schéma de développement universitaire et scientifique du Finistère) et du leadership public dans le développement local. Membre du CESER de Bretagne entre 2013 et 2016 en tant que personnalité qualifiée en aménagement, elle est aussi formatrice et consultante.

Daniel Cueff

Maire honoraire de Langouët



Maire écologiste de la commune bretonne de Langouët (600 hbts) de 1999 à 2020, a conduit au cours de son mandat beaucoup de réalisations: le village produit autant d'électricité qu'elle en consomme grâce au photovoltaïque. Langouët inaugure le premier service public breton d'auto consommation collective d'électricité locale renouvelable. L'école certifiée HQE dispose d'une cantine 100% bio, etc. La commune est à l'initiative de BRUDED (Bretagne rurale et développement durable) regroupant à ce jour 179 communes des 5 départements de la Bretagne historique qui s'entraident pour réussir la transition écologique. Le 19 mai 2019, Daniel Cueff prend un arrêté municipal interdisant l'usage de pesticides à une distance inférieure à 150 mètres de toute parcelle cadastrale comprenant un bâtiment à usage d'habitation ou professionnel. Très médiatisé, le combat de Daniel Cueff se poursuit à travers, notamment, un livre aux éditions indigène *Paysans on vous aime : défendez-vous, défendez-nous nous contre les pesticides de synthèse* (en 2020). Il est aussi l'auteur de *La Bretagne, un horizon démocratique pour notre République* (préface de Romain Pasquier), Le Temps éditeur, Pornic, 2015. Entre 1997 et 2010, Daniel Cueff a été maître de conférence associé à l'université Rennes 1 au sein de l'IUT Carrières sociales.

Portraits



François Goulard

Président du Conseil départemental du Morbihan

Diplômé de l'École centrale Paris en 1976, de l'IEP de Paris en 1977 et de l'ENA en 1981, il est nommé auditeur puis conseiller de la Cour des comptes jusqu'en 1985. En 1983, il est élu au conseil municipal de Vannes et occupe le poste d'adjoint au maire. Il est élu, en 1998, conseiller général du Morbihan. Il devient maire de Vannes en 2001 puis démissionne de sa fonction en 2004, suite à sa nomination en tant que secrétaire d'État aux Transports et à la Mer. En 2005, il est nommé ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la recherche. Depuis 2011, il est président du conseil départemental du Morbihan.

Marc Rouzeau

Directeur scientifique à ASKORIA-Activateur de solidarités, professeur associé en science politique à Science Po Rennes, membre du laboratoire Arènes (UMR CNRS 6051) et animateur scientifique de la chaire TMAP de Sciences Po Rennes



Il enseigne l'évaluation des politiques publiques. Ses travaux portent sur l'évaluation des politiques publiques, l'expertise socio-territoriale et la gestion localisée de la question sociale. Il a développé de nombreuses collaborations sur ces sujets avec le Québec. Il est président du comité scientifique de l'Association internationale pour la formation, la recherche et l'intervention sociale (AIFRIS) et membre des comités scientifiques de Résos-Villes. Il a récemment dirigé (avec Thomas Aguilera) le livre *Le gouvernement des solidarités. Enjeux socio-politiques et territoires d'action* chez Berger Levrault (2020).

Ouvrage

Ouvrage collectif sous la direction de **Thomas Aguilera et Marc Rouzeau**
Editions Berger-Levrault

Le point sur l'évolution continue des mécanismes de solidarité

Crise financière de 2008, « crise migratoire », mouvements des Gilets Jaunes en France, pandémie de covid-19 : les solidarités sont régulièrement mises à l'épreuve et réactivées sous le registre de la crise. Derrière ces épisodes marquants, depuis les années 1980, les mécanismes de solidarité subissent des transformations continues et en profondeur. D'un côté, le chômage structurel, le vieillissement des populations et le creusement des inégalités socio-économiques et territoriales engendrent le retour de l'insécurité sociale. D'un autre côté, les gouvernements engagent des réformes touchant au cœur de l'État social tout en menant une succession de réformes territoriales modifiant le paysage politique de la solidarité. La résurgence de la « question sociale » interroge alors le devenir des politiques sociales et fait douter des capacités redistributives et protectrices de l'État, au point que l'on peut se demander si l'idée même d'une fabrique publique de la solidarité n'est pas en train de se déliter.

La puissance publique est-elle encore en mesure d'organiser la solidarité ? Assiste-t-on à une actualisation des conceptions relatives à la gestion de la question sociale ? Sous l'effet des processus d'eupéanisation, de décentralisation, de recentralisation et de fusion, comment rendre compte des renoncements ou des recompositions qui seraient à l'œuvre ?

En réunissant des enquêtes empiriques inédites sur des terrains français, belges et québécois, cet ouvrage collectif apporte une contribution à la littérature centrée sur les différents régimes d'État-providence, en retravaillant la question du gouvernement des solidarités au croisement des territoires infranationaux, des secteurs d'action et des acteurs positionnés à des échelles multiples.

Prenant appui sur un des axes de recherche de la chaire Territoires et mutations de l'action publique (TMAP), le projet de cet ouvrage est issu du colloque « Quels territoires et quelles régulations pour gouverner les solidarités ? » organisé en janvier 2019 à Sciences Po Rennes, en partenariat avec ASKORIA, avec le soutien du laboratoire Arènes (UMR 6051).





Comité d'organisation

Thomas Aguilera, maître de conférences en science politique, membre de l'UMR 6051 Arènes, Chaire TMAP.

Martine Barbelenet, chargée de communication de l'UMR 6051 Arènes.

Patrice Diatta, chargé de recherche et de développement de la Chaire TMAP / Sciences Po Rennes, membre de l'UMR 6051 Arènes, Chaire TMAP

Isabelle Girard, chef de cabinet du Cabinet du Président du conseil départemental du Morbihan

Benoît Giry, maître de conférences en sociologie, co-responsable du parcours Analyse des Problèmes Publics du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes, membre de l'UMR 6051 Arènes, Chaire TMAP.

Brice Noël, gestionnaire administratif et financier de l'UMR 6051 Arènes.

Romain Pasquier, directeur de recherche au CNRS, directeur de la recherche de Sciences Po Rennes, titulaire de la chaire TMAP / Sciences-Po Rennes, et membre de l'UMR 6051 Arènes.

Marc Rouzeau, professeur associé à Sciences Po Rennes, Animateur scientifique de la chaire, directeur scientifique à ASKORIA-Activateur de solidarités, membre de l'UMR 6051 Arènes.

Ingrid Simonessa, ex directrice adjointe du Cabinet du Président du Conseil départemental du Morbihan

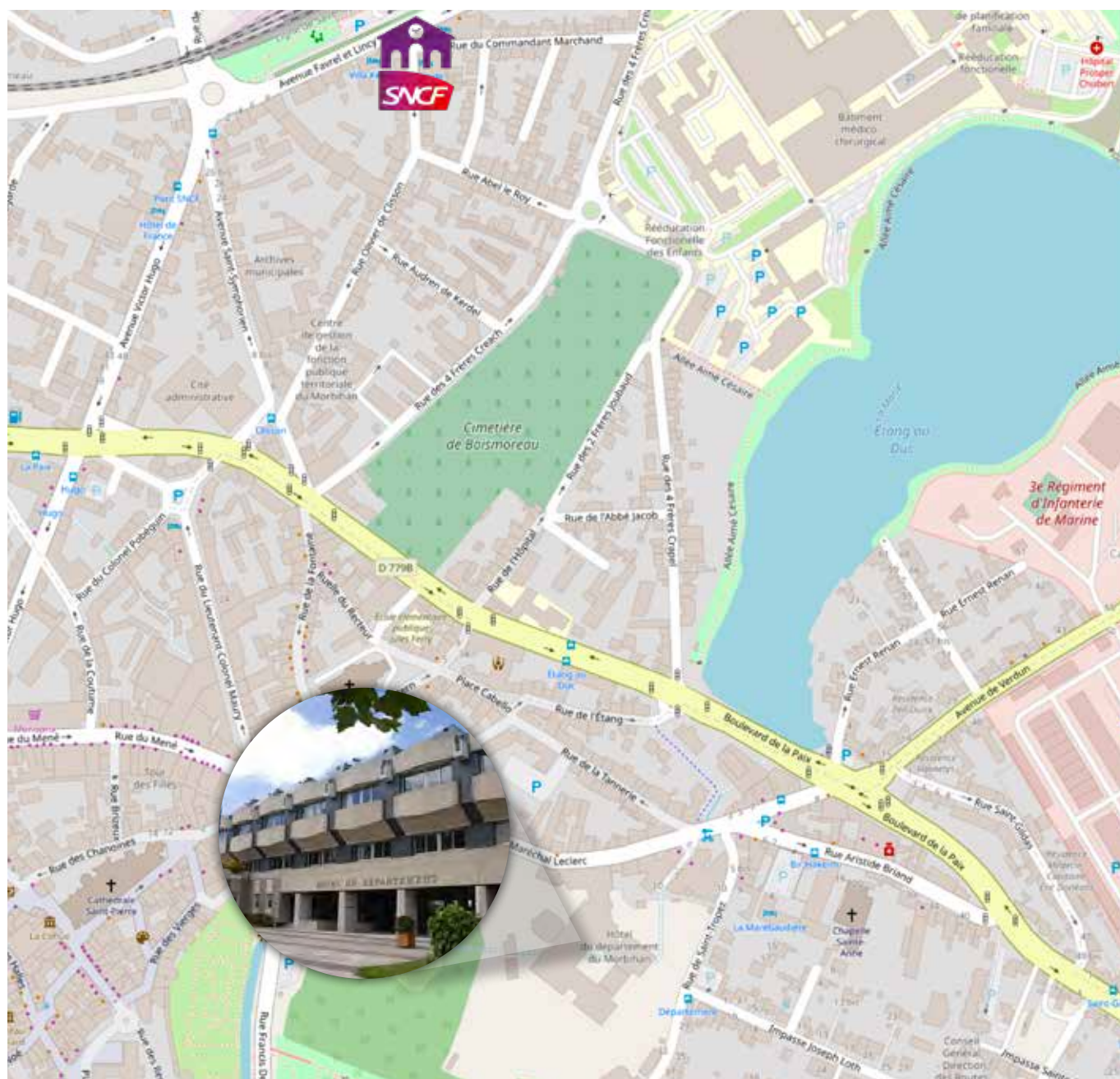
Thibault Tellier, historien, professeur des universités, responsable du parcours Gouverner les Mutations Territoriales du Master Politiques Publiques de Sciences Po Rennes, membre de l'UMR 6051 Arènes, Chaire TMAP.

► Cette école a bénéficié du concours de :

Corinne Diverres et Julie L'Azou du service financier de Sciences po Rennes ; Alexandre Jarlégan du service logistique / reprographie de Sciences Po Rennes ; Nelly Jezequel du service accueil de Sciences Po Rennes ; Julien Kerforn, responsable pôle Développement & partenariats de Sciences Po Rennes ; Mélissa Furic, assistante de communication-stagiaire auprès de la Chaire TMAP et du Pôle Développement & Partenariats de Sciences Po Rennes ; les étudiant-e-s de master Gouverner les mutations territoriales de Sciences Po Rennes ; l'équipe du cabinet du président et la directrice générale des services du Conseil départemental du Morbihan ; Davy Dano, directeur-adjoint, directeur de la communication du Cabinet du Président du Conseil départemental du Morbihan ; Pascal Le Boussard, responsable de l'unité accueil et événementiel, direction des moyens et de la logistique Conseil départemental du Morbihan ; Georges Rivière, responsable Promotion commerciale à Morbihan Tourisme.

Informations pratiques

► Hôtel du Conseil départemental du Morbihan



Pôle Formation professionnelle



► Se former tout au long de la vie

Le pôle Formation professionnelle de Sciences Po Rennes est basé sur la loi pour « la liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 et sur nos partenariats avec les acteurs du territoire.

Notre objectif est de permettre à chacun, qu'il soit élu, agent de la fonction publique, salarié du secteur privé, de se former et de développer ses compétences professionnelles.

Notre équipe accompagne ainsi chaque candidat, chaque entreprise, chaque partenaire au développement des compétences autour de 3 voies de formation :

- la formation continue ;
- l'alternance ;
- les formations courtes.

Pour plus d'**informations** ◀

► Vos interlocuteurs

Pauline Cardot
Chargée de formation professionnelle au Pôle Développement & Partenariats

Julien Kerforn
Responsable Pôle Développement & Partenariats, Responsable Service Executive Education, Formation Continue - Alternance - Formations Courtes - Formation des élus Accompagnements

► Téléphone

02 99 84 39 33

► Courriel

formation.continue@sciencespo-rennes.fr

► Site Web

sciencespo-rennes.fr/fr/programme-de-formation-continue.html

[illegible]

[illegible]



SciencesPo
Rennes

**CHAIRE
TERRITOIRES ET
MUTATIONS DE
L'ACTION PUBLIQUE**

Retrouvez la chaire sur les réseaux sociaux



@SPRchaireTMAP



Arènes - UMR 6051
[Playlist Chaire TMAP](#)

Chaire TMAP
Institut d'Études Politiques de Rennes

104 boulevard Duchesse Anne
35700 Rennes, France
chaire.tmap@sciencespo-rennes.fr
sciencespo-rennes.fr